

*Intervention du syndicat CGT Michelin lors du congrès de rentrée de l'UD CGT Haute-Loire, en présence de Maryse Dumas.*

## **INTERVENTION DU SYNDICAT CGT MICHELIN DU 29 SEPTEMBRE 2009**

Après délibération de la commission exécutive, le syndicat CGT Michelin, tient à faire ce jour l'intervention suivante.

Par rapport à la préparation au 49<sup>ème</sup> congrès, la lecture de l'ensemble du document d'orientation, des résolutions, et du compte rendu du CCN des 25 et 26 août comporte des orientations sur lesquelles nous sommes en désaccord

Bien évidemment on ne peut qu'être d'accord sur la nécessité d'élargir la représentativité de la CGT tant par la création de bases nouvelles que par la syndicalisation du plus grand nombre, mais néanmoins la question de l'activité syndicale au sein même des syndicats et de quels moyens disposent ceux ci, particulièrement dans le privé, pour la mener à bien n'est pas abordée.

Les lieux d'interventions, de prises de décision, de validation d'accords, restent bien l'entreprise, et ne doivent pas être déplacés vers on ne sait quelle structure de territoire, de régions ou autre, comme stipulé dans la résolution. Cette mise sous tutelle des syndicats locaux, peut être même des UD, est totalement inacceptable et anti démocratique.

Si la volonté de construire le rapport de force nécessaire à la conquête de nouveaux droits, figure bien dans le document, nous ne pouvons qu'être interrogatifs sur le sens de la création de nouveaux lieux de dialogue social.

Nous ne partageons pas l'idée d'un droit suspensif des licenciements, mais plutôt un droit d'interdiction des licenciements, d'autant que nous nous évertuons tous les jours à démontrer que les richesses produites génèrent des sommes faramineuses détournées au profit de la spéculation, celle-ci conduisant inexorablement aux licenciements.

C'est l'essence même du capitalisme.

Si effectivement la démocratie doit être la règle dans notre organisation, mais encore faudrait-il que ce soit le cas aujourd'hui, il serait totalement illogique que nous ne soyons pas en mesure de prendre nos responsabilités, de signer ou non des accords, et que toute décision soit soumise à l'aval des salariés.

Fi alors de notre représentativité de syndicat, fi alors du rôle réel du syndiqué et de sa place dans le syndicat.

Quand les salariés choisissent à travers les élections professionnelles de se tourner vers la CGT, nous pouvons penser que cette confiance trouve ses fondements dans notre capacité d'intervention au plus près des salariés, des privés d'emplois, des exclus, et que l'histoire même de notre organisation syndicale construite dans un esprit révolutionnaire de lutte des classes et de masse, y sont pour quelque chose.

Quant au syndicalisme rassemblé, à la plate forme commune de revendications, il est quelque peu malsain que de parler de succès, car à la finale aucune avancée significative n'a vraiment émergée. Pire le mouvement s'est liquéfié avec la durée.

Nous pensons que le rassemblement doit déjà avoir lieu dans notre propre organisation, et que malheureusement aucun rapprochement ne peut être possible avec des confédérations proches des pouvoirs politiques et des pouvoirs patronaux et qui traduisent leur traîtrise envers la classe ouvrière en signant régulièrement que ce soit au niveau confédéral, au niveau fédéral et au niveau territorial des accords scélérats.

Nous nous devons d'assumer notre place de 1<sup>ère</sup> organisation syndicale issue du scrutin prud'homal que nous revendiquons régulièrement Pour ce qui est de notre indépendance, si celle-ci se fait avec les politiques elle doit aussi se faire avec les autres organisations syndicales.

La stratégie d'espacement des journées d'action n'est plus concevable, elle est même devenue obsolète, et dangereuse. Face à un mécontentement affirmé et profond qui s'est exprimé lors des manifestations de

janvier en mai, il aurait été opportun de faire un brin de démocratie dans notre propre organisation pour structurer la lutte plutôt que d'attendre le bon vouloir de l'ensemble des autres confédérations. Qu'allons nous faire dans des réunions de salon organisé par Sarkozy dont on sait à l'avance que rien de bon ne peut en émerger !

Depuis quand les acquis se gagnent-ils dans des salons feutrés, à moins que ces rencontres inutiles aient un autre enjeu.

N'avions nous pas avec ce vaste mouvement populaire du début d'année, qui ne demandait qu'à prendre corps, une occasion formidable d'imposer les revendications du peuple en lieu et place de la politique de Sarkozy et de son gouvernement. Le seul constat qui s'impose est que cette stratégie de journées d'actions mensuelles n'a pas infléchi la politique de Sarkozy, bien au contraire.

Pas une journée sans la programmation de reculs sociaux, tout y passe, personne n'est épargné hormis les financiers, les patrons et tous les amis du pouvoir y compris les transfuges d'autres partis politiques.

Face au démantèlement de notre société par la mise à mort de l'emploi industriel et des services publics, face à la disparition de nos acquis sociaux, face à toutes les injustices, il y a urgence, en s'inscrivant dans la durée, à organiser rapidement la lutte générale, au même moment, car il ne faut pas s'y tromper toutes les luttes sont liées.